

A 82,5%, une large majorité de la rédaction de 20 Minutes vote la défiance envers son directeur de la publication

Alors que, depuis 2023 et l'arrivée d'une nouvelle Direction, les journalistes de la rédaction se sont adaptés avec abnégation à la nouvelle organisation et ont rempli leur part du contrat en assurant des audiences à la hauteur des attentes des actionnaires et nécessaires à la survie de 20 Minutes, la brutalité systématique de la Direction envers ses salariés n'est, aujourd'hui, plus acceptable.

Nous, journalistes de 20 Minutes, pointons des décisions incompréhensibles de la part de notre directeur de publication, et exprimons, aujourd'hui, notre défiance vis-à-vis de sa direction. Notre directeur de publication a failli à la mission qui était la sienne, à savoir redresser les comptes de l'entreprise en s'appuyant sur une stratégie efficace et pérenne.

Les choix faits par la Direction, ces derniers mois, n'ont fait qu'aggraver la situation financière du journal, et les salariés en payent aujourd'hui injustement le prix fort. En début d'année, ont été annoncés aux salariés de l'entreprise un gel des recrutements et un non remplacement des arrêts maladies. Ce nouveau sabrage dans les effectifs impacte grandement la rédaction qui doit supporter une charge de travail et une pression toujours plus importante, pour égaler voir dépasser les performances d'autres médias dont les équipes sont parfois deux à trois fois plus nombreuses.

Au quotidien, le dialogue avec notre directeur de la publication est inexistant. Le dialogue social, et nous sommes les premiers à le déplorer, est totalement dans l'impasse depuis plusieurs mois. Nous assistons à la destruction minutieuse de nos acquis sociaux. En novembre dernier, de très nombreux accords d'entreprise ont été dénoncés par la Direction, dont l'accord sur le télétravail, un acquis cher aux salariés de 20 Minutes. Malgré de longues négociations, une consultation et la volonté des salariés de faire un pas en avant, la Direction a toujours strictement refusé de trouver un compromis autour de deux jours de télétravail par semaine sans justification.

Depuis le mois de mai, les journalistes ne bénéficient plus d'aucun accord droits d'auteurs, le directeur de publication ayant scrupuleusement mis à mal le peu d'échanges ayant eu lieu avec nos délégués syndicaux sur le sujet. La Direction refuse catégoriquement de payer la part de droits voisins fixée par la CDADV, et même d'effectuer un versement partiel en gage de bonne volonté, tel que cela a été proposé par les syndicats.

Sa politique de gestion des ressources humaines nous inquiète encore davantage.

Il y a quelques jours, nous avons appris le possible licenciement de l'un de nos collègues journalistes, qui pourrait être remercié pour avoir souhaité conserver un poste à mi-temps qu'il occupait depuis trois ans. Sommé de passer à un plein-temps, ce dernier n'a, à aucun moment, pu négocier les conditions de ce changement considérable avec la Direction, malgré l'appui de son rédacteur en chef. Un salarié injustement sanctionné par une Direction qui ne semble plus savoir comment redresser la barre.

Ce cas vient s'ajouter au licenciement d'un journaliste à Marseille, qui refusait d'importantes modifications de ses conditions de travail, et auquel la direction reproche de ne pas avoir travaillé... un jour où il couvrait un match de l'Olympique de Marseille pour le journal !

Lors d'une réunion formelle sur le télétravail, notre directeur général, Ronan Dubois, est allé jusqu'à proférer des propos inadéquats et possiblement discriminants à l'égard d'une déléguée syndicale trans. Outre la gravité des faits, ce nouvel exemple démontre que la Direction ne respecte plus les valeurs fondatrices de 20 Minutes et de ses actionnaires.

Des déclarations à l'assemblée générale du 27 juin dernier laissant entendre que les actionnaires pourraient transformer 20 Minutes en « régie » si le climat social ne redevenait pas « serein » témoignent également de tentatives d'intimidation envers les salariés. Pour toutes ces raisons, il nous semble donc désormais impossible de faire confiance à notre directeur de publication pour diriger 20 Minutes.